



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Départementale de Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

SAS Société des Carrières de Bourgogne

Communes de SAINT-MARC-SUR-SEINE (21401),
BUFFON (21500),
BEAUNOTTE (21510),
AIGNAY-le-DUC (21510),
MEULSON (21510)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et L.541-1 à L.541-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2000 autorisant pour une durée de 30 ans la SAS « Société des Carrières d'Étrochey » dont le siège social est situé BP2 – ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, à exploiter une carrière de pierre calcaire sur la commune de SAINT-MARC-SUR-SEINE aux lieux dits « Les coudres Sèches », « Les Rotures », « Les Ruchons », « Sous la Brosse », « Rupt Choiseau », « la petite Charme » sur une superficie de 40 ha 93a ;

Vu l'arrêté de mutation du 23 avril 2012 de la carrière de SAINT-MARC-SUR-SEINE au profit de la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE BOURGOGNE dont le siège social est situé 21400 ETROCHEY et en particulier ses articles 3 à 7 relatifs aux garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 1995 modifié par arrêté du 18 mai 1995 autorisant pour une durée de 30 ans la SARL DE VECCHI dont le siège social est situé à BUFFON (21500), à exploiter une carrière de pierre calcaire sur la commune de BUFFON au lieu dit « En Charibeu » sur une superficie de 19 ha 7a ;

Vu l'arrêté de mutation du 23 avril 2012 de la carrière de BUFFON au profit de la SOCIETE DES CARRIERES DE BOURGOGNE dont le siège social est situé 21400 ETROCHEY et en particulier ses articles 3 à 7 relatifs aux garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2006 autorisant pour une durée de 30 ans la SAS « Société des Carrières d'Etrochey » dont le siège social est situé BP2 – ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, à exploiter une carrière de pierre calcaire sur la commune de BEAUNOTTE au lieu-dit « En Poillier » sur une superficie de 18 ha 77a 80ca ;

Vu l'arrêté de mutation du 23 avril 2012 de la carrière de BEAUNOTTE au profit de la SOCIETE DES CARRIERES DE BOURGOGNE dont le siège social est situé 21400 ETROCHEY et en particulier ses articles 3 à 7 relatifs aux garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1995 autorisant pour une durée de 30 ans la SAS « Société des Carrières d'Etrochey » dont le siège social est situé BP2 – ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, à exploiter une carrière de pierre calcaire sur les communes de BEAUNOTTE et AIGNAY-le-DUC aux lieux dits « Sur la Grande Roche » et « Ferme de Chevigny » sur une superficie de 22 ha 80a 45ca ;

Vu l'arrêté de mutation du 23 avril 2012 des carrières de BEAUNOTTE et AIGNAY-LE-DUC au profit de la SOCIETE DES CARRIERES DE BOURGOGNE dont le siège social est situé 21400 ETROCHEY et en particulier ses articles 3 à 7 relatifs aux garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2012 autorisant pour une durée de 30 ans la Société des Carrières de Bourgogne dont le siège social est situé à ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, à exploiter une carrière de pierre calcaire sur la commune de MEULSON au lieu-dit « Le Grand Chemin » sur une superficie de 3 ha 76a 67ca, et en particulier son chapitre 1.6 relatif aux garanties financières ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement rédigé suite à l'inspection du 23 avril 2014 de la carrière exploitée sur la commune de BUFFON qui a fait l'objet d'une transmission à l'exploitant par courrier du 5 mai 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement rédigé suite à l'inspection du 6 mars 2016 pour les carrières exploitées sur les communes de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE, SAINT-MARC-SUR-SEINE, BEAUNOTTE, AIGNAY-le-DUC et MEULSON qui a fait l'objet d'une transmission à l'exploitant par courrier du 7 avril 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les rencontres entre l'Inspection et la Société des Carrières de Bourgogne le 19 janvier puis celle du 19 juin 2016 au cours de laquelle l'exploitant a pu présenter les travaux engagés sur ses carrières suite à l'inspection du 6 mars 2016, et en particulier les travaux de nettoyage ;

Considérant que les garanties financières prévues par les articles 3 à 7 des arrêtés de mutation du 23 avril 2012 pour les carrières de SAINT-MARC-SUR-SEINE, BUFFON, BEAUNOTTE (« En Poillier), BEAUNOTTE et AIGNAY-LE-DUC (« Sur la Grande Roche» et « Ferme de Chevigny ») ne sont pas constituées ;

Considérant que les garanties financières prévues au chapitre 1.6 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2016 d'autorisation d'exploiter la carrière de MEULSON arrivent à échéance le 31 août 2016 sans avoir été renouvelées dans les 6 mois qui précèdent cette échéance ;

Considérant que selon les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 - Objet

La SAS CARRIERES DE BOURGOGNE, dont le siège social est situé BP2 – ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, est mise en demeure, pour les carrières qu'elle exploite sur les communes de SAINT-MARC-SUR-SEINE, BUFFON, BEAUNOTTE (« En Poillier), BEAUNOTTE et AIGNAY-LE-DUC (« Sur la Grande Roche» et « Ferme de Chevigny ») et de MEULSON de procéder au renouvellement des garanties financières dans un délai d'un mois.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Sous-Préfet de MONTBARD, M. les Maires des communes de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE, SAINT-MARC-SUR-SEINE, BUFFON, MEULSON, BEAUNOTTE et AIGNAY-LE-DUC, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne – Franche-Comté et M. le Directeur de la SAS CARRIERES DE BOURGOGNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- M. le Maire de la commune de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE ;
- M. le Maire de la commune de SAINT-MARC-SUR-SEINE ;
- M. le Maire de la commune de BUFFON ;
- M. le Maire de la commune de MEULSON ;
- M. le Maire de la commune de BEAUNOTTE ;
- M. le Maire de la commune de SAINT-MARC-SUR-SEINE ;
- M. le Maire de la commune de AIGNAY-LE-DUC ;
- M. le Directeur de la SAS CARRIERES DE BOURGOGNE.

Fait à Dijon le 29 SEP. 2016

LA PRÉFÈTE
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général,


Serge BIDEAU